

Burundi : journalistes et avocats continuent d'être dans le collimateur du pouvoir

RFI, 30 juillet 2011 Avec notre correspondant à Bujumbura Le pouvoir burundais fait face à de nombreuses difficultés : rancunes croissantes des bailleurs de fonds, violences en hausse et dissensions internes. Mais le pouvoir semble tenir pour responsable d'une grande partie de ses malheurs les médias privés et l'Ordre des avocats. Les faits sont parlants. Rien que jeudi 28 juillet, quatre journalistes dont les rédacteurs en chef des deux principales radios privées du Burundi, la RPA et Isanganiro, ont été convoqués par la justice. Bob Rugurika, de la RPA, en est lui-même sa troisième convocation en moins de deux semaines. Autre cible dans le viseur du pouvoir : les avocats. Jeudi, Maître François Nyamoya, également porte-parole d'un parti d'opposition, a rejoint en prison deux de ses confrères, dont le bâtonnier de l'ordre des avocats. Plus surprenant, il est accusé de subornation de témoin pour des faits qui remontent à 2003. Journalistes et avocats Burundais se sentent donc pris dans un étau et ils démontrent aujourd'hui ce qu'ils qualifient de harcèlement. Mais à chaque fois, ils se heurtent à un pouvoir qui joue les tonnerres expliquant qu'il n'a rien à voir avec un processus initié par une justice indépendante, ce qui ne réussit à convaincre personne. En réalité, selon plusieurs observateurs, le pouvoir burundais en veut normalement à une société civile et à médias accusés de ternir l'image du Burundi, en dénonçant à longueur de journées les différents cas de corruption et violation des droits de l'homme qu'on observe dans ce pays.